

• (4.00 p.m.)

[Traduction]

L'hon. Hugh John Flemming (Victoria-Carleton): Monsieur l'Orateur, c'est un grand privilège que de participer à un débat sur une question si intéressante et si importante. Le mot *argent* lui-même, tout ce qu'il signifie, surtout quant au bien-être de tant de gens, en font un sujet passionnant. Il me semble opportun de relire maintenant le texte de l'amendement et d'en faire une analyse minutieuse. L'amendement est ainsi conçu:

Les politiques du gouvernement qui imposent l'argent serré et empêchent les constructeurs et les futurs propriétaires de maison d'obtenir des fonds hypothécaires nécessaires, constituent une solution négative aux problèmes de notre économie et nuisent gravement au progrès du pays.

Il s'agit là d'une grave accusation, et le fait que personne du côté du gouvernement n'a essayé d'expliquer ou de nier l'existence de la politique de l'argent serré témoigne de l'échec du gouvernement. Je n'ai pas l'intention d'insister sur les problèmes de logement. Je tiens plutôt à souligner l'avantage qu'il y a en général de ne pas prendre de dispositions uniformes contre la situation présente. On ne pourrait appliquer avec succès les mêmes méthodes dans les différentes régions du Canada à cause de la trop grande diversité que l'on y trouve dans les revenus, le climat, l'activité économique en général et une foule d'autres choses. Il est impossible à un gouvernement d'adopter une politique uniforme pour le règlement d'un problème qui, nous le savons tous, se pose en notre pays et aux États-Unis et je veux parler, naturellement, du danger d'inflation.

Il faut savoir gré au député de Northumberland (M. Hees) d'avoir, par son amendement, signalé la chose à la Chambre. Les origines de la situation actuelle doivent être examinées avec soin si l'on veut comprendre la façon dont le gouvernement s'occupe de toute la question de l'inflation ou du danger d'inflation.

À mon avis, le gouvernement a laissé les pressions inflationnistes s'accumuler. L'an dernier, la masse monétaire au Canada a augmenté très rapidement. Le gouvernement cherche maintenant à redresser cette situation, mais il est en retard. Je ne suis pas de ceux qui prétendent qu'il est trop tard, je dis seulement qu'il est tard. Nombre de ceux qui ont appuyé le gouvernement ont cru devoir attirer l'attention de cette Chambre et du pays en général sur le fait que nous jouissons d'une période de prospérité. C'est exact, et nous sommes tous très satisfaits de jouir encore d'une période de prospérité.

Il me semble que l'existence d'un boom devrait inciter le gouvernement à prendre des

mesures appropriées, mais c'est précisément ce que le gouvernement actuel n'a pas fait. Il aurait dû réussir à équilibrer le budget au cours de cette période de prospérité brusque.

L'hon. M. Nicholson: Monsieur l'Orateur, le député permet-il une question?

L'hon. M. Flemming: Je ne vois pas de raison de refuser.

L'hon. M. Nicholson: Le député n'est-il pas d'avis que le gouvernement a presque équilibré son budget d'environ 8 milliards de dollars puisque l'écart avec les prévisions ne représente que 43 millions? Le député a acquis de l'expérience dans ce domaine, et je sollicite son opinion.

L'hon. M. Flemming: Je tiens à dire que je parle en ce moment de la situation en 1964 et 1965. Comme le ministre causait avec un de ses collègues au début de mes remarques, il ne m'a peut-être pas entendu dire que j'entendais traiter des événements qui ont abouti à la situation actuelle.

Les députés admettront sûrement qu'il est nécessaire parfois de s'en remettre au financement déficitaire, et je serais le premier à reconnaître le bien-fondé d'une telle initiative, compte tenu des circonstances. Mais il n'en va pas ainsi en période d'économie prospère, selon moi. En l'an de grâce 1966, nous nous trouvons devant une situation qui exige des mesures énergiques. Je ne prétends pas qu'il soit trop tard pour agir et je ne suis pas particulièrement pessimiste au sujet du résultat, mais le gouvernement doit accepter certains principes fondamentaux s'il veut remédier à la situation. Il devrait tout d'abord se rendre compte qu'il ne peut traiter chacune des régions du pays de la même façon.

Nous avons assisté l'an dernier à une diminution de l'impôt sur le revenu en même temps qu'à un accroissement et à une extension de la masse monétaire. Néanmoins, l'accroissement de la production n'a pas été aussi considérable que celui du produit national brut. Devant ce fait, nous aurions dû nous rendre compte de la nécessité de maintenir la production ou la productivité à un niveau à peu près égal ou supérieur à celui du produit national brut. Ce n'est qu'une chose raisonnable en somme, mais ce n'est pas ce qui s'est produit l'an dernier.

Comment maintenir un tel niveau? Voilà une excellente question, monsieur l'Orateur, et je me propose d'y répondre dans la mesure de mes moyens. J'ai parlé de boom et de financement déficitaire. Au cours d'une vague de prospérité, nous devrions équilibrer le budget et nous engager dans une sorte de financement cyclique de nature à assurer un excédent durant les années grasses en prévision des années maigres, comme on dit cou-